



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR/2023/n°263/8.3**

**Objet :**

**REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT**

**ENTREPRISE :** SAS CASABATI – 1280 AVENUE DES PLATANES FUTUR BUILDING 1 – 34970 LATTES  
**TEL. :** 06.26.13.10.70 **MAIL :** [casabati30@gmail.com](mailto:casabati30@gmail.com)

**DEMANDEUR :** MONSIEUR ET MADAME BAGAGLI BRUNO – 40 RUE DE LA REPUBLIQUE – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL :** 06.25.16.16.52 **MAIL :** [bruno.bagagli@club-internet.fr](mailto:bruno.bagagli@club-internet.fr)

**FACTURATION :** MONSIEUR ET MADAME BAGAGLI BRUNO – 40 RUE DE LA REPUBLIQUE – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL :** 06.25.16.16.52 **MAIL :** [bruno.bagagli@club-internet.fr](mailto:bruno.bagagli@club-internet.fr)

**PROPRIETAIRE :** MONSIEUR ET MADAME BAGAGLI BRUNO – 40 RUE DE LA REPUBLIQUE – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL :** 06.25.16.16.52 **MAIL :** [bruno.bagagli@club-internet.fr](mailto:bruno.bagagli@club-internet.fr)

**DEMANDE ENREGISTRÉE :** LE 08 mai 2023

**LIEU DES TRAVAUX :** 40 RUE DE LA REPUBLIQUE - 30220 AIGUES-MORTES  
**NATURE DES TRAVAUX :** TRAVAUX DE DEMOLITION ET DE MACONNERIE  
**DUREE DES TRAVAUX :** DU JEUDI 25 MAI 2023 AU VENDREDI 09 JUIN 2023

**MESURES PARTICULIERES :** STATIONNEMENT D'UN CAMION

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,  
Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,  
Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III,  
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,  
Vu le code Pénal,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n° DCM/2023-27/3.5/13-04 prise le 13 avril 2023, modifiant la délibération n° DCM/2017/88/7.1/22-11/9 du 22 Novembre 2017, approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant la demande formulée par Monsieur et Madame BAGAGLI Bruno en date du 24 avril 2023,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sureté et la tranquillité publique,

## **ARRETE**

### Article 1 :

En raison des travaux de maçonnerie effectués par la SAS CASABATI, l'entreprise est autorisée à accéder et à stationner un camion, sur le trottoir, durant la période indiquée :

- DEVANT LE N° 40 RUE DE LA REPUBLIQUE – 30220 AIGUES-MORTES
- DU JEUDI 25 MAI 2023 AU VENDREDI 09 JUIN 2023

Le retrait et la remise en place de la croix de Saint André devant le garage du N° 40 de la Rue de la République est de la responsabilité de l'entreprise en accord avec le propriétaire.

### Article 2 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

### Article 3 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

### Article 4 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial est effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 5 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Le montant du est calculé sur la base du droit d'occupation du domaine public consenti, qui ne pourra être modifié en cas de non-usage du domaine public sur toute la période demandée.

Occupation du domaine / restriction de voirie :	Jour/M <sup>2</sup>		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Tous dépôts de matériaux (terre, sable, gravats, matériau de construction, ...)</li><li>➤ Tous dispositifs de collecte ou stockage (benne, containers, caissons à déchets, ...)</li><li>➤ Tous matériels de chantiers (bétonnière, machine à projeter – enduit, peinture, ...)</li><li>➤ Tous véhicules (camion, nacelle, ...)</li><li>➤ Restriction de voirie sans occupation matérielle (périmètre de sécurité, couloir de circulation...)</li></ul>	2,50 €	3,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Échafaudage, étau, échelle ou dispositif équivalent avec occupation au sol ou installation de chantier clôturé.</li></ul>	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Installations de bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente.</li></ul>	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Neutralisation place de parking (payante ou non)</li></ul>			6,00 €	9,00 €

Le montant de la redevance due, au vu de la période consentie d'occupation du domaine public et des éléments communiqués par le demandeur, s'élève à : 260,00 euros, détaillé comme suit :

- Stationnement d'un camion 8 m<sup>2</sup> pendant 13 jours = 260,00 euros

Article 6 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Monsieur le directeur général des services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,  
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,  
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 10 mai 2023

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI

